

Unité départementale de l'Eure  
12 rue de Melleville  
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
03/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHEMLOG SAS**

Route de Bueil  
B.P. 10  
27780 Garennes-sur-Eure

Références : FG-2023-148  
Code AIOT : 0005800955

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement CHEMLOG SAS implanté 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEMLOG SAS
- 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure
- Code AIOT : 0005800955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEMLOG exploitant en entrepôt pouvant stocker certains produits dangereux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées (Déclaration)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II	/	Lettre de suite préfectorale	Fin mai
4	Gestion et séparation des dangers	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.6	/	Lettre de suite préfectorale	Fain mai
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Lettre de suite préfectorale	Fin octobre
13	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19.1	/	Lettre de suite préfectorale	Fin juillet
14	Equipements d'intervention individuels	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.20	/	Lettre de suite préfectorale	Fin juillet
20	Eloignement stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2.III	/	Lettre de suite préfectorale	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
12	Alimentation moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
5	Caractéristiques des constructions et aménagements	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.15	/	Sans objet
6	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
9	Etat centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-2e alinéa	/	Sans objet
10	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 8.1.	/	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux déclarations existantes)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet
15	Plan de défense incendie 31/12/23 pour D	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	/	Sans objet
16	Effets thermiques sur les tiers (1er janvier 2026 pour D)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
17	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
18	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
19	Confinement des eaux d'extinction incendie (stockage de LI)	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Point 6.4. annexe 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'inscrit dans le cadre des actions nationales 2023 "post accident de Rouen" (Volet entrepôt et volet liquides inflammables). Il ressort principalement de cette inspection :

- les alarmes en cas d'incendie qu'il faut corriger pour que le signal sonore soit automatique dans les bâtiments,
- la disponibilité de la réserve en eau fournie par les étangs en cas d'étiage/sécheresse et le nettoyage du canal de pompage avec un essai à mener avec le SDIS,
- la formation du personnel à la manipulation des RIA et au port des ARI,
- la gestion des produits toxiques afin de s'assurer de la place disponible et le suivi de l'inventaire afin de distinguer les toxiques liquides des toxiques solides.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<b>Constats :</b> La quantité des produits stockés est supérieure à 500t. Concernant le volume des entrepôts couverts, l'exploitant a transmis un rapport réalisé par un géomètre et décrivant les volumes de chaque cellule du bâtiment. Ce rapport date du 29 mars 2004. Depuis cette date, le bâtiment n'a pas évolué. Il comporte 10 bâtiments et un quai de déchargement. L'ensemble des 10 bâtiments (hors quai de déchargement) représente un volume total de 49589 m <sup>3</sup> . Le quai de déchargement peut être exclu du volume à condition d'être séparé de murs coupe-feu REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) d'après le guide Entrepôt (question I.3.8 du guide entrepôt version 2 de février 2023). Ce mur semble présent au regard des plans et photos aériennes (dépassement en toiture).
<b>Demande</b> n°1: L'inspection demande, pour fin mai 2023, à l'exploitant de justifier le degré coupe-feu des murs et portes permettant de respecter la règle d'exclusion mentionnée ci-dessus. Suite à cette transmission, l'inspection pourra attester que le site apparaît bien soumis au régime de la déclaration pour la rubrique 1510 (volume inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> ). La suite du rapport est rédigé dans l'hypothèse d'un classement sous le régime de la déclaration pour la rubrique 1510 (Prescription et échéances). Dans le cas contraire, les conclusion seraient remises en cause.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etat des matières stockées (Déclaration)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son inventaire qui permet de lister les produits stockés, leurs emplacements dans les bâtiments, la quantité et la rubrique de classement. La désignation de la rubrique permet de lister les quantités présentes par grandes familles de produits. L'exploitant n'utilise pas la règle de classement sous une unique rubrique. Ainsi, à titre d'exemple, un produit inflammable et dangereux pour l'environnement se retrouve dans les listings de ces 2 grandes familles.</p> <p>Interrogé par sondage pour 3 produits (Aérosol C-61 Surfactant, Noix de Macadamia 35%vol, CHEMOSIL NL256). Les FDS ont été fournies très rapidement. Les produits sont classés respectivement H226+H400 (que l'on retrouve bien dans le listing des inflammables et dangereux pour l'environnement), H226 (que l'on retrouve bien dans le listing des inflammables), H225+H411 (que l'on retrouve bien dans le listing des inflammables et dangereux pour l'environnement). L'exploitant a également indiqué que le serveur stockant ces données se trouve dans l'Est de la France. En cas d'incendie du site, ces données ne seraient pas détruites.</p> <p>L'inspection a toutefois noté que les produits toxiques solides constatés lors de l'inspection au niveau du bâtiment 2 (voir point de contrôle n°4 ci-dessous) n'étaient pas le listing des « toxiques solides ».</p> <p>L'exploitant a indiqué par courriel suite à l'inspection que la sous-catégorie pour différencier les toxiques solides (42XX.1), des toxiques liquides (42XX.2) était mal renseignée. La rubrique de classement était bien renseignée mais pas la sous-rubrique.</p> <p>L'exploitant a intégrée toutes les sous-rubriques des produits stockés et renvoyé la listing des produits toxiques solides et liquides. Les quantités maximales imposées par arrêté préfectoral sont respectées.</p> <p>Demande n°2:</p> <p>Compte tenu de la réactivité de l'exploitant pour intégrer les sous-rubrique des produits stockés, aucune proposition de mise en demeure n'est effectuée. Toutefois, l'inspection demande, pour fin mai 2023, de distinguer la "sous catégorie" .1 ou .2 des produits toxiques arrivant sur le site (notamment les nouveaux produits) pour suivre l'inventaire global des solides et liquides. A défaut, le logiciel doit délivrer un message d'alerte ou faire un comparatif entre les rubriques 4120, 4130 et 4140 et les inventaires toxiques liquides et toxiques solides. En cas d'écart, le listing comporte une erreur de saisie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 3 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bâtiments ne sont pas équipés d'installations de sprinklage. L'inspection n'a pas constaté sur site des stockages de liquides inflammables supérieur à 7,6m pour les récipients de volume strictement supérieur à 30l et inférieur à 230l, ni de stockage de liquides inflammables supérieur à 5m pour les récipients supérieurs à 230l.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion et séparation des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion et séparation des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de l'application de l'article 3.1.7 sur les stockages, les produits toxiques inflammables sont séparés de plus de huit mètres par un écran pare-flamme de degré 2 heures des autres toxiques. Les produits toxiques de toute nature sont stockés séparément des autres produits de l'établissement et leur isolement respecte les règles techniques sus-visées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une palette de produit toxique solide (AS Chunk) au sein du bâtiment 2 au niveau d'une allée de circulation piéton. Ce stockage est dû à la présence de nombreuses palettes de contenants vides (ayant stocké des produits toxiques) qui encombrant le bâtiment 1. Suite à l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection le lendemain du rangement effectué et avoir mis la palette de produits toxiques présente dans le bâtiment 2 au sein de la cellule de produits toxiques. Une photo a été transmise justifiant ces propos.  L'inspection rappelle l'importance de la gestion des produits toxiques, notamment en cas de retour d'emballage vides devant être renvoyés vers le fournisseur afin de disposer de place pour le stockage de produits toxiques et ce d'autant que les quantités de produits toxiques sur le site sont bien inférieures aux quantités autorisées. D'autres produits toxiques pourraient ainsi être livrés malgré le manque de place.  Demande n°3: Compte tenu des actions mises en œuvre suite à l'inspection, aucune proposition de mise en demeure n'est effectuée. Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant, pour fin mai 2023, les dispositions prises pour respecter ces obligations de séparation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

#### N° 5 : Caractéristiques des constructions et aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des constructions et aménagements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'isolement du stockage de MDI sera assuré par des parois coupe-feu de degré 2 heures. La porte sera également coupe-feu de degré 2 heures.
<b>Constats :</b> L'exploitant informe l'inspection que le site ne stocke plus de MDI sur le site. Il n'y a donc plus de cellule spécifique de MDI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.  Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.  Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<b>Constats :</b> Le site stocke des produits classés 4330 sous la mention de danger H224 (limite fixée à 50 kg dans l'arrêté préfectoral). Le jour de l'inspection 3 kg de produits H224 étaient stockés sur le site.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle l'échéance réglementaire du 01/01/2023 qui interdit la réception d'un stockage supérieur à 30l en contenant fusible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que les 2 rapports de contrôle réalisées sur l'année 2022 ne permettaient pas de s'assurer du contrôle de l'intégralité des détecteurs. En effet, d'après les 2 rapports des contrôles réalisés en 2022, les détecteurs flamme du bâtiment 6 n'ont pas été contrôlés en 2022. Ils l'ont été début 2023 (rapport Siemens du contrôle réalisé le 18/01/23). Par ailleurs, les rapports mentionnent un nombre de détecteurs contrôlé sans mention de leur emplacement. Ainsi, si au bout des 2 rapports de contrôle, le nombre de contrôle est égal à 100 % des détecteurs présents, il n'est toutefois pas possible de s'assurer que l'intégralité des détecteurs ont été contrôlés (certains détecteurs pouvant être contrôlés 2 fois et d'autres 0 fois). Les rapports ne permettent donc pas de s'assurer que tous les détecteurs ont été contrôlés.</p> <p>Demande n°4 : L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation d'avoir des contrôles exhaustifs sur la détection incendie. Compte tenu que le rapport de début 2023 mentionne un contrôle de la totalité des détecteurs, aucune suite n'est proposée. L'inspection demande à l'exploitant pour le prochain contrôle semestriel de modifier le rapport de contrôle afin d'identifier les détecteurs contrôlés et de s'assurer du contrôle réalisé par rapport aux obligations réglementaires.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant a précisé qu'en cas de déclenchement d'un détecteur, l'alarme était uniquement renvoyé vers la centrale de détection (durant les périodes ouvrées) et non pas dans tous les bâtiments. Selon sa consigne interne, l'exploitant doit dans ce cas réaliser une levée de doute avant d'enclencher l'alarme généralisée à partir des déclenchements qui se situent au niveau des portes d'issue de secours des différents bâtiments (Ces déclencheurs ne sont pas présents sur toutes les portes). Ces faits constituent un écart à la prescription mentionnée ci-dessus qui impose une alarme automatique perceptible en tout point du bâtiment à partir de toute détection incendie.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant s'est engagé par courrier du 31 mars à modifier les asservissements.</p> <p>Demande n°5: Compte tenu de la présence d'une mesure temporaire (consigne avec déclenchement d'alarme généralisée), et des consultations engagées par l'exploitant aucune suite n'est proposée dans l'immédiat, sous réserve de modifier le renvoi d'alarme avant fin octobre 2023. L'exploitant tiendra l'inspection informé des travaux réalisés. Par courriel du 12 avril 2023, l'exploitant a informé l'inspection du consultation du prestataire en charge de la maintenance de la détection incendie indiquant notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les déclencheur manuels sur site ne sont pas associatifs à la centrale SIEMENS,</li> <li>- Les sirènes sur sites ne sont pas associatifs à la centrale SIEMENS,</li> <li>- les câbles sont en majorité en RO2V.</li> </ul>

Et qu'en conséquence, il faut prévoir :
- des nouveaux déclencheurs manuels sur l'ensemble du site en fonction du code du travail,
- de nouvelles sirènes (Par ailleurs, les sirènes sont actuellement en extérieur et il faut les placer en intérieur),
- le changement de câble (Passer de RO2V en CR1 pour la partie sirène).
Un chiffrage des travaux est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

#### N° 9 : Etat centrale de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-2e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection il a été constaté que la centrale était en fonctionnement sur la totalité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Report d'alarme et appel des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 8.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Report d'alarme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'en absence du personnel, l'alarme est renvoyé vers une société de télésurveillance (SCUTUM) qui a pour consigne de contacter la personne d'astreinte. Il a été constaté le mail désignant la personne d'astreinte le jour de l'inspection qui doit se situer à moins de 20 minutes du site. Un test a effectué l'année dernière suite à un déclenchement intempestif d'un détecteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux déclarations existantes)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »</li> </ul> <p>Pour les installations déclarées avant le 30 avril 2009, les points autres que celui relatif aux extincteurs au deuxième tiret ci-dessus ne sont applicables qu'à compter du 1er juillet 2020.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de RIA et d'extincteurs sur le site. Le contrôle par sondage n'a pas détecté de RIA ni d'extincteur en retard de contrôle.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un RIA était défaillant au niveau du bâtiment 6 de liquides inflammables (dernier rapport non disponible lors de la visite) et que des actions étaient en cours afin de le réparer.</p> <p>L'inspection a en effet constaté que ce RIA était situé au milieu d'un mur du bâtiment 7. L'exploitant dispose de 2 autres RIA aux extrémités de ce mur.</p> <p><b>Demande n°6:</b></p> <p>L'inspection demande toutefois à l'exploitant de réparer ce RIA dans les meilleurs délais. Par ailleurs, il a été constaté que la manipulation des RIA ne faisait pas partie du programme de formation. L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer ce sujet lors des formations et d'en organiser une sous 3 mois.</p> <p><b>Demande n°7:</b></p> <p>Le bâtiment 6 contenant des liquides inflammables ne dispose que de RIA. L'échéance pour disposer d'émulseur est fixée au 1er janvier 2025 (article 4.3 de l'Am du 22/12/08). Toutefois, au regard des risques dans le bâtiment 6, l'inspection invite l'exploitant à anticiper cette échéance et à étudier l'adaptation des RIA en PIA (poste incendie additivé). L'exploitant informera l'inspection des études sur ce sujet.</p> <p>Le réseau RIA est alimenté par une cuve d'eau de 130 m<sup>3</sup>. En cas d'incendie, après une éventuelle utilisation des RIA, cette cuve pourrait être utilisée comme réserve complémentaire. Elle n'est à ce jour pas équipée d'un piquage type « raccord pompier ».</p> <p><b>Demande n°8:</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois d'interroger le service prévention du SDIS de</p>

l'Eure afin d'évaluer avec eux l'intérêt ou non d'équiper la cuve d'un raccord de ce type.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Alimentation moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Deux puits suffisamment dimensionnés, alimentés par la nappe phréatique, seront aménagés et accessibles en permanence aux services de secours. Un volume d'eau minimal de 840 m<sup>3</sup> devra être disponible sur une durée de 2 heures.</p> <p><b>Constats :</b> Les 2 puits imposés par arrêté préfectoral sont en réalité 2 étangs communiquant et alimentés par la nappe. Chaque étang représente une surface de l'ordre de 1000m<sup>2</sup>. L'étang principal dispose d'un canal de pompage jusqu'à l'aire de stationnement pompiers. Une grille filtrante est implantée entre l'étang et le canal de pompage. Ce canal de pompage semble en partie envasé. De plus la question de la disponibilité des moyens en eau en période de sécheresse/étiage se pose.</p> <p>Demande n°7: L'inspection demande : - pour fin mai 2023, de réaliser un curage/nettoyage du canal de pompage afin d'assurer une profondeur d'aspiration d'au moins 1 mètre, - de faire réaliser sous 3 mois en période d'étiage un essai de pompage avec les moyens du SDIS afin de déterminer les éventuelles actions complémentaires permettant de respecter le règlement départemental DECI sur le dimensionnement des aires d'aspiration (cf notamment fiche 2.3 du règlement). <a href="https://www.eure.gouv.fr/contenu/telechargement/22191/150418/file/R">https://www.eure.gouv.fr/contenu/telechargement/22191/150418/file/R</a></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau d'eau incendie, implanté à proximité du site, doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 60 m3/h sous une pression de 1 bar.
<b>Constats :</b> Le site dispose également d'un poteau incendie à l'extérieur au niveau de la voie publique. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si ce poteau est fonctionnel et s'il permet de livrer le débit requis.  Demande n°8: L'exploitant doit se rapprocher de la mairie qui doit disposer de ces éléments ou à défaut faire réaliser, pour fin mai 2023, une mesure de pression et débit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1mois



## N° 14 : Equipements d'intervention individuels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements d'intervention individuels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Deux équipements d'intervention individuels, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont maintenus disponibles en toutes circonstances à proximité du stockage des produits toxiques. Ces équipements doivent être tenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a pu présenter les 2 ARI entretenus et répondant à l'obligation de l'article 4.20. Il sont situés dans une armoire au niveau du quai central. D'après l'exploitant, le personnel a déjà été formé il y a plusieurs années (justificatifs non présentés) mais il n'y a pas eu de renouvellement et le port de l'ARI ne fait pas partie du programme des formations (recyclage) des employés. L'intérêt de cette obligation a fait l'objet d'échanges lors de l'inspection car l'exploitant envisage plutôt une intervention des pompiers en cas de situation accidentelle sur des produits toxiques. Toutefois, cette obligation est également imposée pour les sites classés en déclaration pour les rubriques 4120 et ou 4130. En effet l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 impose :  « Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum :  - 2 appareils respiratoires isolants (air ou O2),  - des gants.  Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels. »</p> <p>En conséquence, l'activité du site étant soumise à autorisation pour les rubriques 4120 et 4130, les obligations ne peuvent être plus faibles que celles soumises à déclaration.</p> <p>Demande n°9:  L'inspection demande le maintien de l'entretien de ces équipements et de prévoir sous 3 mois une session de formation pour l'intervention sous ARI et de l'intégrer dans le plan de formation du personnel (recyclage).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 15 : Plan de défense incendie 31/12/23 pour D**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p>
<p><b>Constats :</b>            Le plan de défense incendie n'est pas encore établi (échéance au 31 décembre 2023). L'inspection rappelle à l'exploitant cette échéance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Effets thermiques sur les tiers (1er janvier 2026 pour D)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b>            Cette étude n'est pas encore réalisée. Le délai de réalisation n'est pas encore échue, mais l'inspection invite l'exploitant à anticiper cette échéance car les parois SUD de l'entrepôt sont proches des limites du site et pourraient générer des flux thermiques en dehors des limites de propriété nécessitant des actions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Situation et conformité aux seuils réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4430            Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée</p> <p>Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté le jour de l'inspection, au regard de l'inventaire, la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 kg de Liquides inflammables classés 4330,</li> <li>- 38 t de Liquides inflammables classés 4331,</li> <li>- 68 t de produits classés 1436.</li> </ul> <p>L'exploitant n'identifie pas le classement de chaque produit sous une unique rubrique 4xxx. Il classe les produits en fonction des mentions de dangers. En conséquence un même produit ayant plusieurs mentions de dangers se retrouve dans l'inventaire de chaque rubrique ICPE 4xxx ou autre correspondante.</p> <p>En conséquence, au regard de l'inventaire et des quantités maximales autorisées, le site est soumis à déclaration pour la rubrique 4331 (limite de 99t fixée par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2020. Le site était non classé sous cette rubrique le jour de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard des quantités stockées, le site n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 : moins de 100t de produits ou mélanges H224, H225 ou H226. Il est toutefois rappelé à l'exploitant cette limite imposant de nouvelles obligations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Confinement des eaux d'extinction incendie (stockage de LI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Point 6.4. annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Confinement des eaux d'extinction incendie (stockage de LI)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
<b>Constats :</b> Ce point a fait l'objet d'une inspection spécifique en 2020. L'inspection a contrôlé les points principaux qui ressortaient de cette visite : - les bouches d'égouts présentes dans le bâtiment 6 ont bien été condamnées : elles ont été recouvertes d'une résine coupe-feu d'après la fiche des matériaux utilisés. Par contre certaines bouches se situent dans des zones de passage dont il faut contrôler la tenue de cette résine dans le temps. - les consignes en cas d'incendie ont été modifiées afin de fermer par anticipation les vannes de barrages du réseau d'eau pluviale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Eloignement stockages extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eloignement stockages extérieurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.  La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. ... Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de palettes à proximité du bâtiment 10 (à moins de 10 mètres) le long du canal de pompage et à proximité de la plateforme de pompage des eaux incendie. En cas d'incendie du bâtiment 10 et d'une propagation à la zone de stockage extérieur, le camion incendie sur l'aire de pompage pourrait être endommagé.  Demande n°10: L'inspection demande à l'exploitant de déplacer sans délai les stockages à proximité du bâtiment n°10 et de délimiter la zone de stockage extérieur afin de respecter cette distance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

